



Sommaire

ÉDITORIAL 1

 SUIVI ET ÉVALUATION AXES
 SUR LES RÉSULTATS DES
 STRATÉGIES NATIONALES DE
 DÉVELOPPEMENT DE LA
 STATISTIQUE 2

NOUVELLES D'AFRISTAT 5

 ACTIVITÉS
 DE LA DIRECTION GÉNÉRALE 6

AUTRES ACTIVITÉS D'AFRISTAT 7

ACTIVITÉS INTERNATIONALES 8

 ÉCHOS DES INSTITUTS
 NATIONAUX DE STATISTIQUE 10

 RÉUNIONS, ATELIERS
 ET SÉMINAIRES 12

Éditorial



Le deuxième trimestre de l'année 2013 a eu comme activité phare l'organisation, au mois d'avril, de la 27^e réunion du Comité de direction et la 22^e session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT. Organisées en marge de la réunion des Ministres des finances de la zone franc du premier semestre 2013 qui s'est déroulée cette année à Dakar au Sénégal, ces rencontres ont permis d'adopter le rapport d'activité 2012.

Les réunions statutaires de ce début d'année 2013 ont aussi accordé une attention toute particulière à la question de la répartition du troisième Fonds AFRISTAT qui doit entrer en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016 et à la formation statistique. Compte tenu des nouvelles orientations formulées par les membres du Conseil des Ministres, la Direction générale d'AFRISTAT a été chargée de présenter un nouveau scénario de répartition du Fonds entre les États membres lors de sa prochaine rencontre.

S'agissant de la formation statistique, la Conférence des directeurs des écoles de statistique africaines (CODESA) a informé les membres du Comité de direction des principales menaces qui pèsent sur sa crédibilité et son efficacité dans les pays francophones africains au sud du Sahara. En dehors des mesures d'urgence prises pour assurer l'organisation des concours communs d'entrée dans les écoles pour 2014 et 2015, AFRISTAT a reçu mandat de mener une réflexion sur la faisabilité de la délocalisation en Afrique des concours d'entrée dans les écoles et sur le financement des bourses d'études. Les conclusions de cette étude seront présentées au Comité de direction d'avril 2014.

Concernant le fonctionnement courant de la Direction générale d'AFRISTAT, les activités d'appui au bénéfice des États membres se sont poursuivies normalement en dépit des tensions de trésorerie perceptibles, conséquences des retards de versements de certains contributeurs. Face à cette situation, la Direction générale met en œuvre une politique d'engagement basée sur l'efficacité de la dépense. Parallèlement, les missions circulaires et les actions de sensibilisation se sont poursuivies pour accélérer le recouvrement des contributions en retard. De plus, dans le registre de la diversification des sources de son financement, AFRISTAT poursuit ses efforts d'entretien et de recherche de partenariats en promouvant sa fonction d'agence d'exécution.

Dans ce cadre, quelques projets qui étaient en négociation ont abouti à la signature de conventions de prestation de services. Ces projets concernent principalement la réalisation d'enquêtes, l'appui à l'élaboration des comptes nationaux, l'organisation institutionnelle des SSN et le renforcement des capacités techniques des organes de production statistique. Les partenariats établis dans ces cas relèvent aussi bien de la coopération multilatérale que triangulaire.

Enfin, en rapport avec l'exploration du domaine des statistiques émergentes, les thématiques de l'environnement et de l'assurance qualité font actuellement l'objet d'appropriation par les experts d'AFRISTAT auprès d'organisations plus spécialisées avec pour ambition de diffuser les acquis aux États membres.

Cosme VODOUNOU, Ph. D.
 Directeur Général d'AFRISTAT

Suivi et évaluation axée sur les résultats des stratégies nationales de développement de la statistique

Présenté par Dr. Dodji V. Silété-Adogli, expert en Planification stratégique et gestion axée sur les résultats

La plupart des États membres d'AFRISTAT disposent aujourd'hui d'une stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) et certains en sont à la deuxième génération¹. Cependant, la qualité de ces documents et le degré de leur mise en œuvre varient d'un pays à un autre. Une revue des SNDS de « première génération » effectuée dans les pays membres régionaux de la Banque africaine de développement, notamment les États membres d'AFRISTAT a révélé, entre autres, qu'à côté des améliorations dans le fonctionnement des Instituts nationaux de statistique induites par les SNDS, les aspects de suivi et d'évaluation de leur mise en œuvre n'ont pas eu suffisamment d'échos ou pire, ont été, dans certains cas, négligés².

Cette insuffisance, qui est généralement le corollaire des faiblesses dans la fixation d'objectifs et d'indicateurs précis et mesurables dans la programmation des activités, ne permet pas d'établir un bilan susceptible de faciliter la réorientation efficace la stratégie. Pour y remédier, AFRISTAT encourage ses États membres à mettre en place un dispositif adéquat de suivi et évaluation des SNDS et de reddition de compte et ce, en tenant compte des principes de la gestion axée sur les résultats (GAR).

Le présent article traite de cette problématique et se veut être une contribution à cette démarche. Après un aperçu sur le suivi et évaluation des SNDS dans les États membres d'AFRISTAT, il aborde ensuite dans un cadre conceptuel général, la place et le rôle de la GAR dans le monde de la statistique, les concepts de suivi et d'évaluation, dans le contexte de la GAR, qui caractérisent l'élaboration et la mise en œuvre des SNDS. Enfin, il traite les questions méthodologiques de suivi et d'évaluation des SNDS.

Aperçu sur le suivi et évaluation des SNDS dans les États membres d'AFRISTAT

En 2004, la Communauté statistique a adopté le Plan d'action de Marrakech pour la Statistique (MAPS) qui a recommandé aux pays à faible revenu de se doter de stratégie nationale de développement de la statistique. Pour contribuer à la mise en œuvre de cette recommandation, AFRISTAT a inscrit cette préoccupation dans son Programme stratégique de travail comme un moyen d'accélérer le développement des capacités statistiques en Afrique afin de disposer de meilleures statistiques.

Seul ou en collaboration avec d'autres partenaires, AFRISTAT a apporté une assistance à ses États membres dans le domaine de l'élaboration et la mise en œuvre des SNDS. Des appuis directs ont été apportés aux pays suivants : Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Union des Comores, Congo, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal et Togo.

En 2006 et 2009, deux séminaires sur la SNDS ont été organisés avec l'appui de la Banque africaine de développement.

Le premier a permis de renforcer les connaissances des principaux acteurs des systèmes statistiques nationaux (SSN) sur le processus de planification stratégique axée sur les résultats et de lancer le processus d'assistance aux pays pour l'élaboration de leurs stratégies. En particulier, il s'agissait de dégager des propositions de contenus d'une SNDS et d'examiner les modalités de prise en compte des statistiques sociales sectorielles (santé, éducation et agriculture,...).

Le second avait pour objectif général de mener des réflexions sur la meilleure façon de mettre en œuvre les SNDS et de rendre compte des résultats. Cet objectif était une réponse aux faiblesses enregistrées dans la conception et l'utilisation d'outils pour le suivi et évaluation des SNDS.

En effet, les dispositifs de suivi et évaluation mentionnés dans les SNDS ne sont pas rigou-

reusement appliqués par la plupart des pays. Pour ceux qui le font, cet exercice se limite souvent à un suivi des activités réalisées, les volets relatifs à l'évaluation et aux changements susceptibles d'être induits par la mise en œuvre de ces activités sont peu perceptibles.

La revue des SNDS réalisée par la BAD³ qui a concerné une trentaine de pays africains dont près de la moitié sont des États membres d'AFRISTAT⁴, a permis de corroborer ce constat. Entre autres faiblesses, cette revue a révélé que « les dispositifs de suivi et évaluation sont faiblement axés sur les résultats qui, du reste ne sont pas clairement définis. Ceci se traduit par l'absence de cadre logique qui servirait de référence pour l'évaluation à mi-parcours ou pour une évaluation ex-post qui est rarement conduite ».

Cette faiblesse réside dans le fait que le concept actuel du suivi et évaluation axés sur les résultats n'était pas assez maîtrisé et intégré au moment où les SNDS de première génération étaient élaborées.

Les mesures correctives préconisées par cette revue et qui renforcent notre démarche sont :

(i) systématiser l'élaboration de programmes annuels d'activité et les revues annuelles, à mi-parcours et finales des SNDS ; (ii) inclure systématiquement dans les SNDS des indicateurs de résultats ou, compte tenu des liens avec les Documents stratégiques de réduction de la pauvreté, les indicateurs des DSRP, et de renforcement des capacités statistiques.

Cadre conceptuel général La gestion axée sur les résultats

La gestion axée sur les résultats (GAR) est une nouvelle approche de gestion préconisée par les partenaires au développement pour mesurer les résultats que pourrait générer l'aide publique au développement. Elle permet de définir avec beaucoup plus de rigueur les objectifs poursuivis par les projets/programmes

de développement, ceci de concert avec toutes les parties prenantes afin d'améliorer la performance des programmes. Elle concourt à accroître la capacité à rendre compte.

L'application de la GAR au domaine de la statistique remonte à la conférence internationale de Monterrey tenue au Mexique en 2002 et reprise à la table ronde internationale de Marrakech (Maroc) en 2004. Ces deux conférences ont reconnu l'importance de la statistique en tant qu'outil de gestion du développement.

Au-delà de la confirmation de la nécessité de disposer d'une information fiable pour la gestion du développement, les partenaires techniques et financiers, initiateurs de la deuxième conférence sur la gestion axée sur les résultats dite « table ronde de Marrakech » qui a abouti au « plan d'action de Marrakech pour les statistiques », ont clairement exprimé leur disponibilité à accompagner les pays partenaires qui présentent des plans stratégiques de travail en faveur de la statistique fondés sur le principe de la gestion axée sur les résultats.

La GAR est utile pour les statisticiens car elle leur permet d'évoluer de façon cohérente dans les nouveaux cadres de développement internationaux (OMD, bonne gouvernance, transparence etc.). Elle permet également d'organiser efficacement l'activité statistique au sein des INS et des SSN en concevant de bons programmes de développement de la statistique dont le suivi et l'évaluation seront réalisés suivant la nouvelle approche de gestion. Elle sert en outre à élaborer des rapports qui, entre autres, retraceront les appuis financiers que les bailleurs apportent pour le développement de la statistique et ce, dans le souci d'une meilleure coordination des aides et de leur reporting.

Pour AFRISTAT, cette démarche est considérée comme primordiale pour le développement de la statistique.

Le suivi et l'évaluation

Dans n'importe quel projet, programme ou politique, il arrivera un moment où les questions suivantes vont se poser : à quels résultats le projet a-t-il abouti ? A-t-on obtenu les résultats prévus ? Les ressources ont-elles été mobi-

1. Cf. www.paris21/nsds-status

2. Processus SNDS : points forts, faiblesses et mesures, Page 9. Dorothee Ouissika, Département des statistiques BAD, Présentation faite à l'atelier régional organisé par Paris21 sur le thème : Politique de réduction de la pauvreté et statistique : comment renforcer le dialogue, Abidjan les 25 et 26 septembre 2012.

3. Op cité

4. Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo

lisées et dépensées à bon escient ? Le projet a-t-il permis de constater des changements dans les habitudes des bénéficiaires ? Est-ce que l'effort en valait la peine ? Y aurait-il des moyens de faire mieux, davantage ?... Pour répondre avec pertinence à ces questions, il faut suivre et évaluer le projet, le programme ou la politique.

Le suivi est un processus continu de collecte et d'analyse d'informations pour apprécier comment un projet (un programme ou une politique) est mis en œuvre, en le comparant avec les performances attendues. C'est une activité permanente qui est basée sur la collecte systématique de données se rapportant à des indicateurs spécifiques pour fournir aux gestionnaires et aux principaux partenaires d'un projet de développement en cours, des renseignements sur l'étendue de progrès et sur la réalisation des objectifs ainsi

que sur l'utilisation des fonds alloués.

L'évaluation est une mesure, aussi systématique et objective que possible, des résultats, d'un projet, d'un programme ou d'une politique, en cours ou achevé, en vue de déterminer la pertinence et l'accomplissement des objectifs, de l'efficacité, l'impact et de la viabilité du développement qui en découle. Une évaluation devrait fournir de l'information crédible et utile, permettant d'intégrer les leçons apprises lors des prises de décision du récipiendaire ou des donateurs.

En juxtaposant ces deux définitions, on constate que les deux activités sont distinctes mais complémentaires. Le suivi donne l'information sur le **degré d'avancement** d'une politique, d'un projet ou d'un programme à un moment

donné relativement aux cibles visées et aux résultats attendus. Son but est descriptif. Quant à l'évaluation, elle indique **pourquoi** les cibles et les résultats ont ou n'ont pas été atteints. Elle vise à expliquer en partie les causes, en partie les niveaux auxquels les problèmes sont intervenus. **Il est particulièrement important de noter que le concept traditionnel de suivi et d'évaluation prend une dimension nouvelle et se concentre explicitement sur les réalisations, les effets et les impacts. Ce qui signifie que l'on analyse les relations de causes à effets dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme, d'une politique ou d'un projet.**

Le tableau ci-après fait ressortir les rôles différents mais complémentaires du suivi et de l'évaluation dans le système axé sur les résultats.

Tableau 1 : Les rôles complémentaires du suivi et de l'évaluation axés sur les résultats

SUIVI	ÉVALUATION
<ul style="list-style-type: none"> Clarifie les objectifs du programme 	<ul style="list-style-type: none"> Étudie pourquoi les résultats visés ont ou n'ont pas été atteints
<ul style="list-style-type: none"> Lie les activités et les ressources correspondantes aux objectifs 	<ul style="list-style-type: none"> Évalue les contributions spécifiques de certaines activités et leurs effets sur les résultats
<ul style="list-style-type: none"> Formule les objectifs en indicateurs de performances et définit les cibles 	<ul style="list-style-type: none"> Examine le processus de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> Collecte systématiquement des données sur ces indicateurs et compare les résultats obtenus avec les cibles 	<ul style="list-style-type: none"> Étudie les résultats non voulus
<ul style="list-style-type: none"> Rend compte des progrès aux gestionnaires et leur signale la présence de problèmes 	<ul style="list-style-type: none"> Détermine les leçons à retenir, met en relief les réalisations significatives ou le potentiel d'un programme, et suggère des recommandations pour des améliorations

Aspects fondamentaux des systèmes de suivi évaluation

Les systèmes traditionnels de suivi évaluation axés sur la mise en œuvre sont conçus pour aborder la question de la conformité. Les intrants (moyens) nécessaires ont-ils été mobilisés ? Les activités prévues ont-elles été entreprises et achevées ? Les extrants (les produits ou services attendus) ont-ils été fournis ? Cette approche axée sur la mise en œuvre se préoccupe surtout de surveiller et d'évaluer si une activité donnée est bien exécutée, et elle fait souvent le lien entre la mise en œuvre et des niveaux spécifiques de responsabilité. Cette approche ne permet toutefois pas aux décideurs politiques, aux gestionnaires ou aux partenaires de mieux comprendre la nature des succès ou des échecs de ces projets, programmes ou politiques. Elle se focalise plutôt sur les facteurs de réussite ou d'échec de la mise en œuvre du projet.

Le suivi et l'évaluation d'impact des projets

Cette approche plus moderne intègre l'approche traditionnelle en plus de s'intéresser à identifier les facteurs effectivement à la base des changements observés. Elle examine de façon spécifique les changements observés lorsque les moyens sont mis en œuvre, lorsque les activités ont lieu. Elle identifie les facteurs effectivement à la base des changements constatés, les résultats enregistrés sur les populations cibles, sur l'ensemble de la population et des populations non ciblées dans la zone couverte par le projet.

Le système d'évaluation axé sur les résultats

Ce dispositif cherche à savoir si les résultats initialement prévus ont été atteints à la suite de la mise en œuvre des activités qui ont été réalisées. **Un système d'évaluation axé sur les résultats se préoccupe principalement de savoir si les activités réalisées ont permis d'atteindre les résultats attendus, accessoirement, si ces résultats ont permis d'observer des changements⁵ dans la pratique des acteurs.**

Les systèmes axés sur les résultats permettent de répondre en particulier aux questions suivantes :

- quels sont les objectifs de l'organisation ?
- sont-ils en voie d'être atteints ?
- comment leur réalisation peut être démontrée ?

Les réponses crédibles à la question « **Et puis après** » traduisent les préoccupations des partenaires en ce qui concerne la responsabilité, donnent des informations aux gestionnaires sur les progrès accomplis dans la réalisation des cibles et des objectifs déclarés et procurent des indications substantielles pour justifier tout changement dans les politiques, les programmes et les projets.

Un système de suivi évaluation axé sur les résultats est fondamentalement un outil de gestion qui peut être utilisé pour mesurer et évaluer les réalisations, pour ensuite réintroduire cette information dans les processus continus de gouvernance et de prise de décision. Lorsqu'il est utilisé efficacement, le système de suivi évaluation axé sur les résultats permet aux concepteurs de politiques, programmes ou projet et aux décideurs de se concentrer sur les réalisations et les impacts et de les analyser. Après tout, les intrants et extrants ne donnent pas beaucoup d'information sur l'efficacité d'une politique, d'un programme ou d'un projet donné. Même si le suivi évaluation traditionnel demeure un maillon important dans la chaîne du suivi évaluation axé sur les résultats, ce sont les réalisations et les impacts qui importent le plus pour les bénéficiaires et leurs partenaires.

Les questions méthodologiques de suivi et d'évaluation dans les SNDS

Selon l'approche de la gestion axée sur les résultats, deux types de résultats sont attendus d'un exercice de suivi et évaluation dans une SNDS : des résultats opérationnels et des résultats de développement (qui génèrent des changements substantiels au sein du système statistique national).

Les résultats opérationnels, issus de la mise en œuvre des plans d'action sont les produits

5. Vers une culture de résultat : dix étapes pour mettre en place un système de suivi et d'évaluation axé sur les résultats, Jody Zall Kusek et Ray C. Rist, Banque Mondiale, Nouveaux horizons, Éditions Saint-Martin, 2005.

immédiats des intrants (moyens) et des activités entreprises. Ils rendent compte du niveau des réalisations physiques. Ces résultats tiennent compte du niveau de réalisation technique atteint, du respect du planning et du degré de mobilisation des ressources financières.

Les résultats de développement qui témoignent des **changements réalisés** à la suite de la mise en œuvre d'un projet, programme ou d'une politique, en l'occurrence une SNDS se traduisent par des effets, voire des impacts remarquables induits par leur réalisation. Se situant dans cette démarche méthodologique, le système de suivi et évaluation d'une SNDS doit comporter deux parties distinctes mais complémentaires :

- le suivi de la mise en œuvre des plans d'action qui permet d'enregistrer les résultats opérationnels ;

- le suivi des changements à travers les évaluations (qui correspond à la préoccupation soulevée par l'interrogation « Et puis après » ?) ; il permet de se rendre compte des résultats de développement.

En rapport avec les deux types de résultats, les indicateurs pour le suivi et l'évaluation d'une SNDS sont de deux ordres :

- **les indicateurs de réalisation des programmes statistiques, notamment des plans d'action annuels qui sont utilisés pour faire le suivi** et permettent d'apprécier quantitativement ou qualitativement⁶ le niveau d'exécution des plans d'action annuels. Ces indicateurs sont définis et liés à chaque plan d'action annuel dans son cadre logique. Ils permettent de constater si les activités programmées ont été réalisées ou s'il y a

un progrès qui est fait vers l'obtention des résultats attendus ;

- **les indicateurs du renforcement des capacités statistiques⁷** permettant d'apprécier les progrès lorsque les mesures sont répétées dans le temps et donc susceptibles de provoquer des changements substantiels au sein du Système statistique national (SSN). Pour cette dernière catégorie d'indicateurs, leur évolution indiquera clairement, sur une base quantitative, si la vision imprimée à la statistique publique, a permis de passer à un SSN plus développé. Les indicateurs de renforcement des capacités développés par PARIS21, exposés dans le tableau ci-dessous, peuvent servir de référence⁸. Ils fournissent des éléments de comparaison internationale en matière de développement des capacités statistiques.

Tableau 2 : Indicateurs de renforcement des capacités statistiques

CRITÈRES	INDICATEURS (Échelle d'appréciation : 4 = Hautement développé ; 3 = Développé ; 2 = Faiblement développé ; 1 = Sous-développé)
0. Préalables pour la qualité	0.1. Collecte des informations et maintien de la confidentialité garantie par la loi 0.2. Coordination effective en matière de statistique 0.3. Adéquation du nombre et des compétences des ressources humaines 0.4. Adéquation des locaux, des équipements et des installations Internet 0.5. Mesure de programmation, de suivi et d'évaluation mise en œuvre 0.6. Concentration des efforts organisationnels sur la qualité
1. Intégrité	1.1. Indépendance des opérations statistiques 1.2. Tradition reposant sur des normes professionnelles et éthiques
2. Rigueur méthodologique	2.1. Mise en œuvre des normes internationales ou régionales
3. Exactitude et fiabilité	3.1. Adéquation des sources de données 3.2. Suivi des réponses 3.3. Validation des données administratives 3.4. Validation des sources des données et des résultats intermédiaires et finals
4. Utilité	4.1. Consultation des utilisateurs 4.2. Respect des délais pour les résultats statistiques 4.3. Périodicité des résultats statistiques
5. Accessibilité	5.1. Efficacité de la diffusion 5.2. Mise à jour des métadonnées

La démarche préconisée vise à : (i) mesurer le degré de réalisation de la SNDS par rapport aux objectifs arrêtés dans la stratégie et aux résultats programmés ; et (ii) apprécier par rapport à la vision retenue, l'impact de la mise en œuvre de la SNDS sur l'état du SSN en répondant aux questions suivantes : est ce que le système statistique national a connu une transformation substantielle et s'est beaucoup rappro-

ché du modèle que l'approche SNDS entend promouvoir ?

Avec la nouvelle génération des SNDS, des efforts devront être déployés en vue d'intégrer l'approche de suivi et évaluation axés sur les résultats dans la conception des dispositifs et la mise en œuvre des SNDS à travers les plans d'actions. Ceci permettra de se rendre compte

des progrès réalisés et de mesurer les résultats.

Un guide pour le suivi et l'évaluation des SNDS axés sur les résultats élaboré par AFRISTAT et qui présente dans les détails cette démarche est disponible à l'adresse : http://www.afristat.org/contenu/doc_travail_experts/guide_se_snds_vrf.pdf

6. « Les indicateurs quantitatifs se rapportent à des aspects tels que les budgets annuels, le personnel, les équipements, les intrants et les produits statistiques. Les indicateurs qualitatifs concernent les processus statistiques centraux et l'environnement statistique (aspects juridiques, institutionnels et organisationnels) ». Extrait du Cadre stratégique régional de référence pour le renforcement des capacités statistiques en Afrique, Page 59.

7. PARIS21, Indicateurs de renforcement des capacités statistiques, Rapport final par Lucie Laliberté, septembre 2002.

8. Burkina Faso, Schéma directeur de la statistique 2010-2015, Conseil national de la statistique, mai 2010, Page 73.

Nouvelles d'AFRISTAT

Visites

■ Visite du Directeur Général d'AFRISTAT

M. Cosme Vodounou, Directeur Général d'AFRISTAT, s'est rendu à Yaoundé (Cameroun) et à Brazzaville (Congo) respectivement du 11 au 13 juin et du 18 au 20 juin 2013 pour une visite de travail. Au cours de son séjour, il a

échangé avec les Directeurs Généraux des instituts nationaux de statistique des deux pays visités sur les questions relatives à la reconstitution du Fonds AFRISTAT 2016-2025 et aux appuis techniques d'AFRISTAT. Le Directeur

Général était accompagné de M. Oumarou Elhadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle des systèmes statistiques.

■ Visite du Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT au Bureau de la Coopération Canadienne à Bamako

M. Paul-Henri Nguema Meye, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT a rendu une visite de courtoisie, le 19 juin 2013, à la Coopération Canadienne. Il a été reçu par M. Louis Verret, Directeur de la Coopération de l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) à Bamako qu'accompagnait M. François-Philippe Dubé, Premier Secrétaire (coopération).

Le Directeur Général Adjoint a, après avoir présenté AFRISTAT à ses interlocuteurs, exprimé le souhait de voir l'institution qu'il représente établir des relations de collaboration avec la Coopération Canadienne dans l'effort de mise

en œuvre dans ses pays d'intervention des méthodes harmonisées de production statistique dans les domaines économiques et sociaux.

Il a aussi indiqué les relations de travail naissantes entre AFRISTAT et Statistique Canada sur la problématique générale du renforcement des capacités en matière de gestion des organismes statistiques.

Le Directeur Général Adjoint qui était accompagné de Mme Boukenem Fatima Diallo, chargée de communication à AFRISTAT, a souligné qu'AFRISTAT développe ses capacités sur des thématiques émergentes comme les statis-

tiques de l'environnement, les statistiques de genre et l'élaboration des cadres d'assurance qualité pour les diffuser auprès de ses États membres.

Le Directeur de la Coopération s'est dit intéressé par le travail effectué par AFRISTAT et a accueilli favorablement les différentes propositions émises par la délégation d'AFRISTAT. Il a proposé que les deux parties poursuivent les contacts afin d'étudier les différentes opportunités qui peuvent exister pour enclencher une première expérience de collaboration au Mali ou dans un cadre sous-régional

■ Rencontre avec le Coordonnateur du Centre régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

MM. Cosme Vodounou et Paul-Henri Nguema Meye, respectivement Directeur Général et Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, ont eu une séance de travail le 4 avril 2013 à Dakar (Sénégal) avec M. Christian Bonifas, Coordonnateur du Centre régional du PNUD pour l'Afrique de l'ouest et du centre basé à Dakar, qui était accompagné

d'un de ses conseillers techniques en la personne de M. Claude Joeger.

Cette rencontre qui était la première du genre entre les responsables de ces deux institutions constituait une prise de contact au cours de laquelle les présentations mutuelles des missions et des pays couverts par les deux organismes ont été effectuées. Intervenant toutes

les deux dans le domaine du renforcement des capacités, les possibilités de complémentarité et les opportunités de mutualisation des efforts au niveau des pays couverts en commun sont apparues évidentes. C'est pourquoi, les deux parties ont convenu de se retrouver ultérieurement pour s'entendre sur les thématiques de collaboration à développer.

■ Visite d'une délégation de la Banque africaine de développement (BAD)

Une délégation de la Banque africaine de développement (BAD), conduite par M. Fessou Emessan Lawson, statisticien principal au Département statistique et comprenant M. Juste Nitiema, consultant informaticien de Prognoz, a effectué les 2 et 3 mai 2013, une

mission de présentation des systèmes Data portal et Open data pour la gestion et la diffusion des données statistiques.

Cette mission a été sanctionnée par l'adoption du calendrier des activités devant aboutir à la mise en place du portail des données statis-

tiques sur le site Internet d'AFRISTAT.

Conformément au calendrier, AFRISTAT a fourni à la BAD toutes les informations nécessaires à la mise en place de son espace.

■ Visite du Statisticien en Chef du Centre Statistique de l'UEMOA

À la faveur d'une mission à Bamako (Mali), M. Bakary Sacko, Statisticien en Chef du Centre Statistique de l'UEMOA a été reçu en audience par M. Paul-Henri Nguema Meye, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, le 24 avril 2013. Prenaient part également à cette rencontre, MM. Claude Tchamda et Daouda Diarra respectivement expert prix à AFRISTAT et Chargé des études et statistiques économiques au Centre statistique de l'UEMOA.

L'entretien était focalisé sur les questions suivantes : (i) la poursuite de l'évaluation et de la

correction du logiciel Phoenix-UEMOA, (ii) l'initiative de création d'un fonds pour l'entretien du logiciel Phoenix-UEMOA et (iii) le projet d'extension de l'IHPC.

Le logiciel Phoenix-UEMOA qui est en cours d'utilisation dans les États membres de l'UEMOA a montré quelques signes de dysfonctionnements. Pour y remédier, AFRISTAT et le Centre de statistique de l'UEMOA ont institué un dispositif d'inventaire et de partage des problèmes constatés et les solutions préconi-

sées. Cette organisation donne actuellement satisfaction aux pays bénéficiaires.

S'agissant de la création d'un fonds pour l'entretien du logiciel phoenix-UEMOA et le projet d'extension de l'IHPC, toutes ces initiatives ont reçu un écho favorable. Dans le premier cas, AFRISTAT a proposé un mode de gestion du fonds qui dépendrait d'un comité de pilotage et dans le second cas, le calendrier prévisionnel devrait voir le projet démarrer officiellement en juillet 2013 pour s'achever au cours de l'année 2015.

Arrivées



■ Mme Emilie Laffiteau a rejoint l'équipe d'AFRISTAT en avril 2013 en qualité d'expert en macroéconomie.

Titulaire d'un doctorat en économie du développement, elle a exercé des activités au sein de l'École Nationale de la Statistique et de l'Analyse Économique (ENSAE) du Sénégal (2008-2012), de l'Université de Pau (UPPA, 2002-2007) en France et de la Commission Économique Pour l'Amérique Latine (CEPAL, 2000).

Ses principaux domaines d'expertise sont l'analyse des

politiques économiques et la macroéconomie internationale.

■ Mme Véronique Donfack-Kommogne effectue un stage académique à AFRISTAT, du 5 avril au 15 août 2013, en vue de l'obtention d'un Master II en Statistique et économétrie à l'Université de Toulouse 1. Elle travaille sur le thème : « Revoir les relations entre l'éducation, la croissance et la pauvreté sur les données récentes en Afrique Subsaharienne ».

Activités de la Direction Générale

Réunions statutaires

■ Le Conseil des Ministres d'AFRISTAT a tenu sa 22^e session ordinaire le 7 avril 2013 à Dakar (Sénégal) sous la présidence de M. José Biai, Ministre de l'Économie et de l'Intégration Régionale de Guinée-Bissau, Président dudit Conseil.

Le Conseil des Ministres a exprimé sa satisfaction à la Direction générale pour les résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action 2012 et de l'exécution des décisions issues de la 21^e session. Il a, en outre, adressé ses vifs remerciements aux partenaires techniques et financiers d'AFRISTAT pour l'assistance qu'ils apportent au développement de la statistique dans les États membres. Cette session a été précédée par la 27^e réunion

du Comité de direction d'AFRISTAT qui s'est tenue les 2 et 3 avril 2013 à Dakar.

En plus des questions relatives à la gestion de l'institution, les deux réunions ont examiné la situation des contributions au Fonds AFRISTAT 2006-2015 et les propositions de reconstitution du Fonds AFRISTAT 2016-2025.

■ En marge de la 27^e réunion du Comité de direction de Dakar, MM. Cosme Vodounou et Paul-Henri Nguema Meye, respectivement Directeur Général et Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT ont pris part à la réunion sur la formation statistique organisée le 3 avril 2013 par la Conférence des directeurs des écoles de statistique africaines (CODESA).

Y prenaient également part les représentants de certains États membres et quelques partenaires techniques et financiers.

À cette occasion, des échanges sur les problèmes rencontrés actuellement par les écoles de statistique africaines ont eu lieu et les attentes sur l'étude confiée à AFRISTAT sur la faisabilité de la délocalisation en Afrique des concours d'entrée dans ces écoles et le financement des bourses d'étude ont été réaffirmées.

Dans cette perspective, la CODESA a convenu de contribuer à l'étude en fournissant à AFRISTAT des éléments de diagnostic sur le fonctionnement de leurs établissements au cours de ces dernières années.

Programme d'Appui Institutionnel au Togo

Le Gouvernement du Togo a sollicité l'expertise d'AFRISTAT pour appuyer la Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale (DGSCN) en vue de mener les activités ci-dessous du volet « appui à la Statistique » du Programme d'appui institutionnel-phase 2 (PAI2) avec l'appui financier de l'Union européenne :

- actualisation du programme pluriannuel des activités statistiques (PPAS) ;
- installation et lancement du Conseil national de la statistique (CNS) ;
- étude de transformation de la DGSCN en Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques (INSEED).

Dans ce cadre, M. Cosme Vodounou, Directeur Général d'AFRISTAT a effectué, du 11 au 15 mars 2013 à Lomé, une mission de lancement de prestation au cours de laquelle les questions d'ordre stratégique ont été traitées avec M. Mawussi Djossou Semodji, Ministre auprès du Président de la République togolaise chargé de la Planification du développement et

de l'Aménagement du Territoire, Ordonnateur National du Fonds européen de développement (FED).

Ont également pris part à cette réunion, M. Yao Nguissan, Directeur Général de la DGSCN, M. Lamine Diop, expert principal et Chef de l'équipe technique, M. Dodji V. Silété-Adogli, expert en planification stratégique et gestion axée sur les résultats à AFRISTAT, M. Stéphane Meert et Mme Paola Gosparini respectivement premier secrétaire et économiste à la délégation de l'Union européenne au Togo (DUE). Le Directeur Général d'AFRISTAT a eu également une séance de travail avec le Chef de la délégation de l'Union européenne au Togo.

Au cours des mois d'avril et de mai, AFRISTAT a réalisé deux autres missions techniques.

La première conduite par M. Lamine Diop a permis de :

- former une trentaine de cadres nationaux impliqués dans l'actualisation du PPAS en planification stratégique et gestion axée

sur les résultats ;

- démarrer le processus d'actualisation du PPAS ;
- valider le projet du règlement intérieur du CNS et de son décret d'application par les membres du Comité technique de suivi ;
- commencer la préparation du devis programme 1 avec la Cellule d'appui à l'ordonnateur national du FED (CAON).

Ont également participé à cette mission M. Dodji V. Silété-Adogli et M. Oumarou Elhadji Malam Soulé, expert en organisation institutionnelle.

La deuxième mission a été conduite par M. Paul-Henri Nguema Meye, Directeur Général adjoint d'AFRISTAT. Elle a permis de lancer les activités du CNS et d'organiser sa première réunion au cours de laquelle le règlement intérieur du CNS a été adopté.

Ont pris part à cette mission MM. Lamine Diop et Oumarou Elhadji Malam Soulé.

Projet de rénovation des indices harmonisés des prix à la consommation des États membres de l'UEMOA

AFRISTAT a poursuivi la réalisation des activités du Projet au cours de la période sous revue. Il s'est agi essentiellement des missions de suivi dans tous les États membres de l'UEMOA et de la maintenance corrective de l'application PHOENIX-UEMOA

AFRISTAT, la Commission de l'UEMOA et la BCEAO ont exécuté courant avril et mai 2013 des missions circulaires dont les principales activités étaient de faire l'inventaire des problèmes identifiés par les utilisateurs du logiciel PHOENIX-UEMOA dans le cadre de l'exercice de la production du nouvel indice IHPC base 2008. À l'issue de ces missions, des nouveaux patches correctifs produits et mis à la disposition des pays participants ont permis la mise à niveau de toutes les installations de l'applica-

tion. Par ailleurs, ces missions ont permis de formuler des recommandations spécifiques à chaque pays pour l'amélioration de la qualité et le respect du règlement 01/2010/CM/UEMOA du 30 avril 2010 portant adoption de l'IHPC.

Durant la même période, les experts d'AFRISTAT ont participé aux réflexions sur d'une part, l'élaboration d'un projet pour l'extension de l'IHPC au niveau national, et d'autre part sur la mise en place d'un Fonds d'entretien et de mainte-

nance de l'application PHOENIX-UEMOA.

Du 10 au 13 juin 2013, AFRISTAT a reçu une mission de supervision technique et financière du projet. Les travaux de cette mission ont porté sur l'état d'exécution technique et financière pour la clôture du projet. Des observations et recommandations ont été faites à AFRISTAT dans l'aide-mémoire signé en fin de mission pour la régularisation de certains dossiers en vue de la clôture administrative du projet.

Projet « Modules d'initiation à la statistique à l'attention des agents non-statisticiens travaillant dans les services statistiques »

AFRISTAT a poursuivi la mise en œuvre des activités du projet « Modules d'initiation à la statistique », notamment la relecture de deux

modules de formation.

La relecture a concerné les modules « Généralités sur le travail du statisticien » et

« les statistiques descriptives ». Ces deux premiers modules de formation seront publiés et diffusés au cours du deuxième trimestre 2013.

Projet de renforcement des capacités institutionnelles (PRCI) COMORES

Du 18 au 29 mars 2013, AFRISTAT a appuyé les cadres de la Direction nationale de la statistique (DNS) de l'Union des Comores, dans le domaine de la comptabilité nationale, à l'élaboration de la première année courante des comptes nationaux de 2008.

Cette action s'inscrit dans le cadre de la pour-

suite des activités initiées dans le projet PRCI.

L'objectif principal de la mission était de renforcer les capacités des cadres nationaux aux aspects avancés du SCN 1993 sur l'élaboration des comptes à prix constants et à l'initialisation des comptes nationaux de l'année courante 2008.

Au terme de la mission, les capacités d'une dizaine des cadres nationaux sont renforcées dans les techniques d'élaboration des comptes nationaux en volume (comptes à prix constants), la cohérence des sources de données a été réalisée et les travaux analytiques ont été effectués.

Projet de renforcement des capacités de mesure et d'analyse des indicateurs du travail décent (RECAP)

AFRISTAT a collaboré pendant plus de deux ans avec le Centre International de Formation de l'OIT à Turin (CIF-OIT) pour la mise en œuvre du projet de renforcement des capacités pour la production et l'analyse des indicateurs du travail décent. La contribution d'AFRISTAT a consisté d'une part en la réalisation des revues techniques et institutionnelles des systèmes d'information sur le marché du travail au Bénin, au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal en 2011 et d'autre part, en la formation des cadres nationaux des structures chargées des

questions de l'emploi au cours des ateliers interrégionaux, régionaux et nationaux.

Le projet a organisé son atelier final du 7 au 9 mai 2013 au siège du CIF-OIT à Turin en Italie pour proposer les modalités d'une large diffusion des résultats obtenus et définir des stratégies de consolidation des acquis. M. Ousman Koriko, expert en enquêtes auprès des ménages a représenté AFRISTAT à cet atelier qui a enregistré la participation de quatre pays d'Amérique latine (Costa Rica, Nicaragua,

Panama et Salvador), tous bénéficiaires du projet, en plus des quatre pays bénéficiaires d'Afrique, ainsi que les représentants de l'OIT, du BIT bureau régional de Dakar, de l'INSEE, de la BAD, de l'Union Européenne et du CEPAL.

L'atelier a permis de présenter les résultats du projet, de tirer des enseignements et de proposer un plan d'action pour pérenniser et renforcer les réalisations après la fin du projet.

Autres activités d'AFRISTAT

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

Burundi

■ L'expert chargé des statistiques d'entreprises, M. Roland Frédéric Ngampana a séjourné du 6 au 17 mai 2013 à Bujumbura dans le cadre d'une mission conjointe AFRISTAT-AFRITAC Centre pour assister l'Institut de statistique et d'études économiques du Burundi (ISTEEBU) dans la rénovation de l'indice de la production industrielle (IPI) conformément aux dernières recommandations des Nations unies et la mise en place de l'indice de prix de la production industrielle. Au cours de cette mission, 16 cadres nationaux (14 de l'ISTEEBU et 2 de la Banque de la République du Burundi) ont été formés sur les dernières recommandations internationales sur l'IPI et sur le processus de mise en place d'un indice de prix de la production industrielle. Le processus de révision du champ de l'IPI a été mis en place, le dispositif d'identification des produits qui serviront au calcul de l'IPPI à partir des produits de calcul de l'IPI a été mis en place, une feuille de route a été élaborée avec les autorités en vue de la mise en place effective de ces indicateurs. De façon globale, les travaux de rénovation de l'IPI et de mise en place de l'IPPI ont été lancés.

■ Une mission conduite par M. Cosme Vodounou, Directeur Général et comprenant M. Soumaïla Diarra, Chef du Service administratif et financier s'est rendue au Burundi du 11 au 16 mai 2013. La mission a permis au Burundi et à AFRISTAT de s'accorder sur les termes de la convention à signer dans le cadre du projet d'enquête sur les conditions de vie des ménages (ECVM). Elle a également permis d'avoir une meilleure planification des travaux de l'enquête.

Côte d'Ivoire

■ Du 13 au 24 mai 2013, M. Abdoulaye Sandiakou Doucouré, expert informaticien a effectué une mission d'appui technique à l'Institut National de la Statistique à Abidjan pour la mise en place d'un Intranet en vue d'améliorer la communication entre les services. Cette mission a permis de mettre en place l'intranet Akwaba, la messagerie interne ainsi que d'autres outils modernes du système d'information et de connectivité de l'Institut national de la statistique. Elle a eu à former les gestionnaires et les utilisateurs du système mis en place.

■ Du 10 au 14 juin 2013, une mission conjointe de comptabilité nationale AFRISTAT-INSEE s'est rendue à l'Institut national de la statistique. Il s'agissait de dispenser une formation avancée sur l'outil ERETES d'aide à l'élaboration des comptes nationaux. Suite à l'adoption du SCN 2008, le système ERETES a été mis à jour et l'INS dispose de la version 2008 V2. La mission a permis de mettre à jour les connaissances d'une dizaine de comptables nationaux ivoiriens pour une utilisation plus efficace de ERETES 2008.

Djibouti

■ M. Freeman Amegashie, expert principal en organisation stratégique et diffusion, a réalisé une mission d'appui technique à Djibouti du 18 au 23 mai 2013 pour mettre en place l'atelier de saisie des données de l'enquête Djiboutienne auprès des ménages - budget et consommation (EDAM/BC) réalisée par la Direction de la statistique et des études démographiques. À l'issue de cette mission, le programme de saisie a été finalisé, l'atelier de la saisie a été organisé, les agents de saisie ont été formés et les travaux de saisie des données de la première vague de l'enquête ont démarré. La saisie des quatre vagues de l'enquête devrait se faire en deux mois et demi.

Gabon

■ Du 8 au 12 avril 2013, une délégation d'AFRISTAT, conduite par M. Paul-Henri Nguema Meyé, Directeur Général Adjoint et comprenant M. Freeman Amegashie, Expert principal en organisation stratégique, et Coordonnateur du département des appuis stratégiques et de la diffusion, a réalisé une mission au Conseil économique et social du Gabon dans le cadre d'une sollicitation de cette institution pour l'accompagner dans la mise en place de son Observatoire économique et social. À l'issue de la mission, un projet de convention de prestation de services est accepté pour une durée de 17 mois. Les prestations d'AFRISTAT seront organisées en quatre (4) volets : (i) aspects institutionnels et organisationnels, (ii) mise en place d'une base de données socio-économique, (iii) renforcement des capacités humaines de l'Observatoire et (iv) suivi administratif de la mise en œuvre de la convention. AFRISTAT devrait démarrer ses prestations dans les prochaines semaines.

Guinée Équatoriale

■ Du 8 au 19 avril 2013, M. Roland Frédéric Ngampana, expert chargé des statistiques d'entreprises a effectué une mission d'assistance technique auprès de la Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN) pour appuyer cette institution à finaliser les documents techniques du recensement national des entreprises de la Guinée Équatoriale (RNEGE-1). Au cours de cette mission, dix (10) cadres de la DGSCN, membres du Comité technique, ont été formés sur le processus d'organisation d'un recensement général des entreprises, les documents techniques du RNEGE que sont le document méthodologique, les questionnaires et les manuels, ont été finalisés. Les besoins du répertoire d'entreprises national à des fins statistiques, de l'indice harmonisé de la production industrielle et ceux des comptes nationaux ont été pris en compte dans les fiches de repérage et de collecte des données économiques. Le chronogramme et le budget détaillés du recensement ont été élaborés.

Mali

■ Dans le cadre de l'assistance technique apportée à l'INSTAT pour la refonte de son site Internet, AFRISTAT a organisé, à son siège à Bamako, un atelier de formation aux techniques de développement de sites dynamiques à l'attention des cadres informaticiens du département de l'informatique de l'Institut du 2 au 15 avril 2013. Cet atelier a permis d'adopter la nouvelle charte graphique, l'architecture et le contenu du site. Les travaux de préparation des rubriques et des pages du site rénové se poursuivent par les cadres de l'INSTAT.

■ MM. Madior Fall et Eric Ramilson ont participé, les 11 et 12 juin 2013 à Bamako (Mali), à l'atelier d'élaboration du rapport national sur les indicateurs renseignés. Le rapport issu de l'atelier fait partie de la contribution malienne à la 4^e conférence des ministres en charge de l'emploi et de la formation professionnelle des pays de l'espace UEMOA qui aura lieu les 18 et 19 juillet à Cotonou (Bénin).

Sénégal

■ Du 25 au 29 mars 2013, M. Abdoulaye Sandiakou Doucouré, expert informaticien a effectué une mission d'appui technique à

l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) à Dakar pour la relance des travaux de la base des données socio-économiques dans le cadre de l'automatisation des publications, initiés depuis 2000.

Cette mission a permis de remettre en état de marche le système de base de données, de procéder à l'installation de l'outil de publication automatisée, SENEPUB et d'assurer la formation de base à l'utilisation de ces logiciels à l'intention des cadres de la division informatique, ainsi qu'à tous les points focaux chargés de la collecte des données.

CEMAC

■ M. Claude Tchamda a participé à l'atelier IHPC-CEEAC/CEMAC co-organisé par la BAD, AFRISTAT et l'INS du Congo du 27 au 31 mai à Brazzaville. Les pays de la CEMAC, les États membres de la CEEAC non-CEMAC, la Mauritanie et l'Ouganda y étaient représentés. Les États ont présenté les résultats des travaux entrepris depuis le dernier atelier d'août 2012, notamment les paniers des produits constitués à partir des résultats des dernières enquêtes de consommation. Les échanges d'expériences entre les experts des pays ont été fortement encouragés tout au long de l'atelier. Dans le

cadre de la poursuite du renforcement des capacités en statistique des prix, un accent particulier a été mis sur l'initiation à l'utilisation de CHAPO dans sa version rénovée.

ENEAM

■ M. Cosme Vodounou, Directeur Général d'AFRISTAT, à la demande de l'École Nationale d'Économie Appliquée et de Management (ENEAM) de Cotonou, a effectué du 20 au 24 mai 2013 une mission d'enseignement de en analyse des données, à l'attention de 35 étudiants du cycle 2 de ladite école.

La mission était articulée en 5 jours de cours magistraux regroupant l'analyse en composantes principales, l'analyse factorielle des correspondances, l'analyse des correspondances multiples, la classification hiérarchique ascendante et l'analyse discriminante. Ces cours ont été couplés avec des séances de travaux pratiques sur des données réelles avec les logiciels SPAD et SPSS.

ENSAE

■ Dans le cadre de l'appui aux écoles de statistique en Afrique, M. Madior Fall, expert en statistiques sociales a dispensé un cours introductif sur la microsimulation du 27 mai au

1^{er} juin 2013 à l'École nationale de la statistique et de l'analyse économique (ENSAE) de Dakar.

IFORD

■ L'expert en enquêtes auprès des ménages a effectué du 13 au 24 mai 2013 une mission d'enseignement à l'Institut de Formation et de Recherche Démographiques (IFORD) à Yaoundé (Cameroun). Cette formation qui a porté sur le thème « théorie et pratique des sondages » a été dispensée à 51 étudiants en première année de Master. Cette mission rentre dans le cadre du partenariat de l'Observatoire avec les écoles de formation en statistique et en démographie.

ISSEA

■ Du 20 au 24 mai 2013, M. Oumarou Elhadji Malam Soulé a effectué une mission d'enseignement à l'ISSEA de Yaoundé (Cameroun). Cette session qui a porté sur le thème « Stratégie de réduction de la pauvreté : intégration des stratégies sectorielles dans les DSRP et partenariat », a été dispensée au profit des étudiants inscrits en 3^e année du cycle des ingénieurs statisticiens économistes dans la voie d'approfondissement « Planification stratégique et évaluation des politiques de développement ».

Activités internationales

■ Sur invitation de la Banque africaine de développement, M. Abdoulaye Sandiakou Doucouré, expert informaticien, a représenté AFRISTAT à l'atelier sur la collecte de données, la soumission, la validation et la diffusion à travers l'Open Data à Abidjan du 4 au 8 mars 2013. L'objectif de cet atelier était d'améliorer le mécanisme de collecte, d'échanges et de diffusion des données à travers un système moderne de gestion et de diffusion. Les participants ont eu également à discuter des mécanismes d'échange de données entre les pays et les institutions internationales. À la suite de cet atelier, AFRISTAT a reçu au cours du mois de mai, une mission de la BAD et de Prognoz pour établir le calendrier des actions à mener pour la mise en place du portail de données d'AFRISTAT.

■ Du 21 au 26 mars 2013, M. Madior Fall, expert en Statistiques sociales a représenté AFRISTAT à Abidjan, à la 6^e réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine (CUA). Le thème de cette rencontre était « *l'industrialisation au service de l'émergence de l'Afrique* ».

■ M. Freeman Amegashie, expert principal en organisation stratégique et Coordonnateur du département des appuis stratégiques et de la diffusion, a représenté le Directeur Général d'AFRISTAT à la rencontre des producteurs et des utilisateurs de statistiques du 25 au 26 mars 2013 à Tamatave (Madagascar). Il a ensuite réalisé une mission de plaidoyer en faveur de l'adhésion de Madagascar à AFRI-

STAT auprès des autorités malgaches à Antananarivo du 27 au 29 mars 2013. L'atelier entre producteurs et utilisateurs a réuni les participants qui ont discuté des relations et des difficultés existantes entre les deux parties et proposé des solutions pour améliorer la situation. En plus d'AFRISTAT, les représentants de Paris21, du Centre africain de la statistique de la CEA, et de la Direction nationale de la statistique de l'Union des Comores ont participé à la rencontre.

La seconde partie de la mission, les 28 et 29 mars 2013 à Antananarivo, a été consacrée au plaidoyer auprès des autorités et partenaires au développement pour l'adhésion à l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne et pour la signature et la ratification de la Charte africaine de la statistique par le pays hôte.

■ MM. Paul-Henri Nguema Meye et Serge Jean Edi, respectivement Directeur Général Adjoint et économiste principal, Coordonnateur du Département des études et synthèses économiques à AFRISTAT, ont participé aux réunions des experts et des ministres des finances de la Zone Franc les 7 et 8 avril 2013 à Dakar. La réunion des experts a porté sur : (i) l'approfondissement de l'intégration régionale dans la Zone franc, (ii) la situation économique de la Zone et l'état de la convergence, (iii) l'examen et l'approbation du projet de résolution du comité de convergence à soumettre aux Ministres, (iv) les procédures d'achat public, (v) l'actualité multilatérale et (vi) la finalisation du projet de communiqué de presse à soumettre aux ministres.

Celle des ministres des finances de la Zone Franc a porté sur : (i) l'intégration régionale, (ii)

l'examen de la convergence nominale et réelle, (iii) la gestion des participations publiques en Zone franc et (iv) les activités des institutions financières internationales.

■ M. Serge Jean Edi a représenté AFRISTAT à l'atelier sous régional de validation des données des enquêtes spécifiques et du remplissage des questionnaires MORES et autres questionnaires – PCI Afrique 2011, organisé par la Banque africaine de développement (BAD) du 22 au 26 avril 2013 à Tunis (Tunisie). Cet atelier a été organisé à l'intention des pays membres d'AFRISTAT et de l'union du Maghreb arabe (UMA).

À la fin de l'atelier, la plupart des données des enquêtes spécifiques ont été finalisées et soumises à la BAD sous forme complète ou par le biais de questionnaires simplifiés pour les pays en retard.

■ Dans le cadre de la préparation de la 4^e conférence des ministres en charge de l'emploi et de la formation professionnelle des pays de l'espace UEMOA prévue les 18 et 19 juillet à Cotonou, M. Madior Fall a participé du 14 au 26 avril 2013 à la première réunion des experts préparatoire à cette conférence dont le thème est « *l'insertion socio-économique des jeunes : stratégie et rôle du secteur privé* ».

■ M. Freeman Amegashie a représenté AFRISTAT du 23 au 26 avril 2013 à Ouagadougou (Burkina Faso) à la réunion organisée par l'UEMOA et l'AfCoP (Communauté africaine des pratiques de la gestion axée sur les résultats de développement). Il s'agissait de la réunion de lancement pour l'Afrique de l'ouest, de la Communauté régionale des pra-

tiques pour les résultats et ses plateformes sous le thème « Des résultats pour l'intégration régionale, l'affaire de tous ». Au cours de cette réunion, les participants ont été édifiés sur les politiques d'intégration économique de l'UEMOA et sur la pratique de la gestion axée sur les résultats du développement. Il a également été mis en place ou redynamisé les Cop nationales de l'ensemble des États membres, de la Guinée, de la Guinée Bissau et de la Mauritanie, les trois plateformes des parlementaires, de l'administration et de la société civile ainsi que les organes de gouvernance de la Cop régionale UEMOA.

■ M. Paul-Henri Nguema Meyé, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, a représenté l'Observatoire à la 21^e réunion du Comité d'orientation de l'Afritac de l'Ouest tenue le 29 avril 2013 à Abidjan (Côte d'Ivoire). Prenaient part à cette rencontre, les représentants de la Commission de l'UEMOA, de la BCEAO, des ministères des finances des États membres de l'UEMOA, de la Mauritanie et d'autres institutions financières.

Au cours de ces assises, les principaux points inscrits à l'ordre du jour portaient sur l'examen : (i) des conclusions de l'étude sur les enjeux de la réforme des douanes en Afrique subsaharienne, (ii) du rapport d'activité 2012-2013, (iii) du programme d'activité 2013-2014 de l'institution, puis (iv) de l'évaluation indépendante à mi-parcours de l'Afritac de l'Ouest. Dans tous les cas, les indicateurs de réalisation sont favorables et les perspectives optimistes. En effet, avec un taux d'exécution des activités du dernier exercice évalué à 86 %, eu égard aux nombreuses contraintes rencontrées, la satisfaction était au rendez-vous. De plus, le programme des activités de l'année à venir prévoit une augmentation du volume des réalisations de 22 % avec notamment l'extension des activités au domaine de la prévision et de la modélisation macroéconomique. Les études examinées indiquent une appréciation favorable de l'impact des appuis de l'Afritac de l'Ouest auprès de ses États membres.

À la fin des débats, le représentant d'AFRISTAT a partagé avec tous les commissaires présents les initiatives en cours suivies par l'Observatoire sur la problématique de la formation en matière statistique, avant que la Présidence du Comité d'orientation n'échoie au Togo qui accueillera les assises de sa 22^e session à Lomé au cours du mois de novembre 2013.

■ M. Madior Fall, a participé à Yaoundé (Cameroun), du 27 avril au 1^{er} mai 2013, à l'atelier régional sur l'harmonisation des SIMT en Afrique. L'atelier a été organisé par la Commission de l'Union Africaine (CUA) en collaboration avec AFRISTAT, le BIT, le PNUD, ACBF et la *Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale* (CEEAC). Cet atelier s'inscrit dans le programme de la CUA pour l'harmonisation des statistiques sur le marché du travail et l'économie informelle en Afrique.

■ Le 6 mai 2013, M. Paul-Henri Nguema Meyé a séjourné à Yaoundé (Cameroun) où il a réalisé une mission de finalisation de la programmation des interventions d'AFRISTAT à l'ISSEA et à l'IFORD, et examiné les autres opportunités de collaboration avec ces écoles.

À cette occasion, il a eu des entretiens avec les premiers responsables de ces établissements de

formation statistique et démographique. Les dates et thèmes des séminaires que les experts d'AFRISTAT devaient animer ont été arrêtés. Ainsi, pour l'IFORD, le séminaire sur la théorie et la pratique des sondages a été confirmé pour la période du 13 au 24 mai 2013. Pour ce qui est de l'ISSEA, il se déroulera du 20 au 24 mai 2013 sur le thème « Stratégies de réduction de la pauvreté : intégration des stratégies sectorielles dans les DSRP et partenariat ».

En plus des questions de formation, le DGA d'AFRISTAT a également établi, avec l'appui de ses hôtes, des contacts utiles pour l'intégration effective d'AFRISTAT dans le processus en cours de formation des formateurs sur les statistiques de l'environnement et le changement climatique qui est organisé par la coopération allemande (GIZ).

■ AFRISTAT a été associé au processus de formation des formateurs (Training of Trainers – ToT) sur les statistiques environnementales et le changement climatique, sur invitation de l'IFORD et de l'ISSEA. Les activités de lancement ont démarré le 16 mai 2013, à Yaoundé (Cameroun). Ce processus est pris financièrement en charge par la GIZ (Coopération allemande) avec l'appui technique du cabinet Insyde. C'est dans ce cadre que M. Siriki Zanga Coulibaly, expert en analyse de la pauvreté a participé à l'atelier qui s'est déroulé du 16 au 18 mai 2013. L'atelier a permis de présenter et d'échanger sur les outils à valoriser (plateforme Global Campus 21), sur les différentes étapes du processus (e-learning sur les 4 modules thématiques, échanges en ligne pour les demandes de clarification, ateliers en face-à-face), sur les contributions attendues des différents participants et sur la définition consensuelle d'une feuille de route en vue de l'élaboration du support de cours réel.

■ M. Paul-Henri Nguema Meyé a pris part à Yaoundé (Cameroun), le 23 mai 2013, au 8^e Comité scientifique de l'Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée (ISSEA). Y prenaient également part, les représentants des Instituts nationaux de statistique des pays membres de la CEMAC, la Commission de la CEMAC, l'IFORD et quelques invités. Les principaux points abordés à cette occasion se rapportaient : (i) à la révision du règlement intérieur des étudiants, (ii) à la modification de l'organigramme de l'établissement, (iii) à la désignation des responsables des structures retenues dans le projet d'organigramme et (iv) à la validation des options et voies d'approfondissement au cours de la dernière année des cycles des ingénieurs de l'école.

Dans leur grande majorité, les propositions faites ont été approuvées par les commissaires et mandat a été donné à la Direction générale de l'Institut de prendre toutes les dispositions utiles pour que les décisions qui doivent être entérinées par des instances supérieures soient soumises à leur examen aussitôt que possible. La Direction générale de l'ISSEA a annoncé sa volonté de célébrer avec faste le trentième anniversaire de sa création qui interviendra en 2014. À cette occasion, elle prévoit d'organiser un colloque à Yaoundé au début du mois de décembre 2014.

■ Les 3 et 4 juin 2013, le Centre régional du PNUD de Dakar a organisé une rencontre régionale sur le thème « L'emploi des jeunes en

Afrique Subsaharienne : contribution du PNUD/YERP et perspectives d'appui régional ». AFRISTAT était représenté à cette rencontre par M. Madior Fall, expert en statistiques sociales.

■ M. Freeman Amegashie, expert principal en organisation stratégique et diffusion, a représenté AFRISTAT du 3 au 7 juin 2013, à l'atelier du Groupe Technique Régional (GTR) des pays membres de l'UEMOA, organisé conjointement par la Commission de l'UEMOA et l'équipe CountrySTAT de la FAO, à l'École nationale supérieure de la statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan (Côte d'Ivoire).

Cet atelier a permis aux participants de prendre d'importantes décisions sur la mise en place de CountrySTAT et UEMOASTAT, notamment les dispositifs pour l'alimentation des bases de données, les méthodologies d'estimation des données manquantes et la mise en place des structures de gouvernance d'UEMOASTAT au niveau régional.

■ M. Paul-Henri Nguema Meyé, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, invité par Statistique Canada, a participé, du 05 au 7 juin 2013 à Bujumbura (Burundi) à l'atelier qu'elle a organisé sur le Cadre national d'assurance de la qualité. À côté des représentants de l'Institut de la statistique du Burundi, on enregistrait la présence des cadres des Instituts de la statistique du Gabon et du Niger.

Ces travaux animés par Valérie Bizier et Laurie Reedman s'inscrivaient dans la suite du Programme international en gestion d'organismes statistiques (PIGOS), notamment par la concrétisation de la prise en compte des besoins exprimés par les pays dans le domaine de l'appropriation de la démarche qualité.

Durant les trois jours de l'atelier, les participants ont vu leurs capacités renforcées avec : (i) la présentation des concepts associés à la qualité, (ii) la présentation des outils disponibles pour élaborer un cadre national d'assurance de la qualité, (iii) la réalisation d'un exemple d'établissement du diagnostic d'une organisation et (iv) l'élaboration d'une esquisse de stratégie de suivi-évaluation, de communication et de mise en œuvre.

Les participants au séminaire se sont fixés comme objectifs d'élaborer des projets de cadre d'assurance de la qualité se rapportant à leurs organisations au plus tard à la fin de l'année 2013. Au cas où cet objectif serait atteint, toutes les parties présentes pourraient se retrouver au début de l'année 2014 pour évaluer la pertinence des cadres nationaux d'assurance de la qualité proposés.

■ M. Abdoulaye Sandiakou Doucouré, expert informaticien, a participé à Tunis (Tunisie) du 13 au 15 juin 2013 à l'atelier régional NADA 4 pour la diffusion des enquêtes et des micro-données. Cet atelier organisé par PARIS21, la BAD et la Banque mondiale a permis de (i) présenter la dernière version de l'application, (ii) de mettre à jour les systèmes NADA et (iii) de discuter des problèmes stratégiques et techniques relatifs à la diffusion des micro-données au service des utilisateurs.

Échos des instituts nationaux de statistique

Cameroun
www.statistics-cameroon.org

Enquête post campagne sur l'utilisation des moustiquaires imprégnées d'insecticides à longue durée d'action (MILDA 2013)

Au cours du deuxième trimestre 2013, l'Institut National de la Statistique a réalisé la collecte des données de l'enquête sur l'utilisation des moustiquaires imprégnées d'insecticides à longue durée d'action (MILDA) sur l'ensemble du territoire national.

Cette enquête a pour objectif principal de produire des informations pour évaluer l'utilisation des MILDA, au regard de la campagne de sensibilisation qui a été menée.

L'enquête a porté sur un échantillon représentatif de 6 752 ménages. Le nombre d'individus enquêtés avec succès est d'environ 33 760 personnes dont 726 femmes enceintes et 5 052 enfants âgés de moins de 5 ans. Les premiers résultats ont été publiés en juin 2013.

Évaluation de l'impact de la deuxième phase du programme national de développement participatif (PNDP)

Le programme national de développement participatif (PNDP) et l'INS ont signé une convention de partenariat en vue de l'évaluation d'impact de la deuxième phase du PNDP.

L'objectif principal de l'étude est de procéder à une analyse des changements dans le cadre de vie des populations bénéficiaires, imputables à l'intervention du projet. L'étude vise également l'efficacité et l'efficience du PNDP dans son ensemble, tant au niveau central qu'au niveau des régions. À cette fin, des indicateurs du cadre des résultats devront être mesurés.

En outre, elle fournira des éléments d'appréciation des progrès réalisés notamment sur l'éducation, la santé, l'hydraulique, le transport et l'électrification.

La collecte de données se déroulera au cours du mois de juin sur l'ensemble du territoire national et portera sur un échantillon de 50 communes, de 83 microprojets, de 133 villages et de 1 345 ménages. Le rapport d'analyse est attendu pour la fin juillet 2013.

Enquête post-censitaire de la première et deuxième phases de l'Inventaire des routes rurales au Cameroun

En avril 2013, l'enquête post-censitaire de l'inventaire des routes rurales (IRR) a eu lieu. Cette enquête complétait la première et la deuxième phases réalisées respectivement en 2011 et en 2012 dans les 7 régions méridionales du Cameroun.

Les résultats obtenus vont permettre de compléter les données manquantes des phases I et II de l'IRR.

La prochaine étape prévoit le lancement des activités de la troisième phase dans les trois régions du nord Cameroun à savoir l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême-Nord.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'appui à la réforme des finances publiques (PARFIP/SSN), trois ateliers ont été organisés par l'INS, il s'agit de :

Atelier de formation des personnels des administrations publiques à la mise en place d'un système d'information statistique et à l'élaboration d'un annuaire statistique

Du 08 au 11 mai 2013, s'est tenu à Kribi, un

atelier de formation des personnels des administrations publiques à la mise en place d'un système d'information statistique et à l'élaboration d'un annuaire statistique. Cet atelier visait globalement à accompagner les administrations publiques dans la conception des annuaires statistiques et donc, une production régulière des données fiables.

Atelier de formation et de mise à jour des métadonnées selon le cadre d'évaluation de la qualité des données

Du 26 au 28 mars 2013, s'est tenu à Douala un atelier de formation et de mise à jour des métadonnées du Système statistique national (SSN). Cet atelier, poursuivait un double objectif : la formation du personnel du SSN à la production et la diffusion des métadonnées selon le Système général de diffusion des données (SGDD) du Fonds monétaire international (FMI), et la mise à jour de ces métadonnées. Des experts de l'INS et des représentants des services statistiques des administrations publiques ont pris part à cet atelier.

Atelier de formation des formateurs pour la cartographie de l'ECAM4

Dans le cadre des travaux préparatoires de la quatrième Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM4), s'est tenu du 13 au 17 mai à Yaoundé, l'atelier de formation des formateurs pour la cartographie de l'ECAM4.

Cette formation fait suite au constat selon lequel, la base de sondage est vieille de plus de 10 ans et ne comporte pas les récentes évolutions démographiques notamment dans les périphéries des grandes villes. L'objectif visé était de développer une méthodologie de mise à jour de cette base de sondage et d'harmoniser sa compréhension à tous les potentiels superviseurs de la cartographie.

Recensement Général de l'Élevage et de l'Aquaculture (LAGC)

En 2012, le Ministère de l'Élevage des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA) a signé avec l'Institut National de la Statistique une convention de partenariat technique pour la réalisation du Recensement Général de l'Élevage et de l'Aquaculture, baptisé Livestock and Aquaculture General Census – (LAGC). Cette opération a pour objectif de palier le déficit d'informations même parcellaires sur le secteur. L'étude monographique a été réalisée en fin d'année 2012 et le rapport a permis de finaliser les documents techniques.

Au cours du deuxième trimestre 2013, les travaux se sont poursuivis autour de la préparation de la cartographie dans les régions de l'Adamaoua et du Nord-Ouest.

Les prochaines étapes prévoient les travaux cartographiques dans les deux régions susmentionnées, l'extension de ces travaux dans les autres régions du pays au cours du 3e trimestre 2013 et, le recensement proprement dit est prévu au cours du 4e trimestre 2013.

Mali
www.instat.gov.ml

L'INSTAT a organisé un atelier sur la revue du schéma directeur de la statistique du 20 au 21 mai 2013 à Bamako.

Cet atelier a permis de mettre à la disposition du système statistique national (SSN) un programme d'activité intérimaire pour la période 2013-

2014 et de dégager des perspectives pour l'élaboration du schéma directeur de la statistique 2^e génération.

Au cours du deuxième trimestre, l'INSTAT a réorganisé d'autres activités notamment :

- la finalisation du rapport de la 5^e Enquête démographique et de santé du Mali (EDSM5) en mai 2013 ;
- la reprise de la deuxième édition de l'Enquête Modulaire Permanente auprès des ménages (EMOP) ;
- l'enquête nutritionnelle dans la région de Gao en mai 2013.

Il a également procédé, du 10 au 11 juin 2013, à la validation de neuf (9) documents d'analyse des résultats définitifs du 4^e Recensement Général de la population et de l'Habitat au cours d'un atelier à Bamako.

Mauritanie
www.ons.mr

Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2013

La Mauritanie a réalisé son quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitat sur la période du 25 mars au 8 avril 2013. Les travaux de cartographie qui ont été réalisés sur le second semestre 2012 sont basés sur l'utilisation des nouvelles technologies de l'information (PDA-GPS) introduites pour la première fois dans le cadre de la réalisation de cette opération. Les principaux partenaires techniques et financiers sont le FADES, l'Union européenne, le FNUAP, la Banque mondiale, le PNUD, l'UNICEF et l'UNHCR.

Indice du coût de la construction

La Mauritanie, pays pilote, a procédé aux tests méthodologiques de la mise en place de l'indice du coût de la construction sur financement du FADES et l'appui technique d'AFRISTAT. Cet indice test est publié depuis le premier trimestre 2013.

Emploi et secteur informel

Les travaux de collecte de données de l'Enquête nationale de référence sur l'emploi et le secteur informel commanditée par le Ministère de l'emploi, de l'insertion et de la Formation Professionnelle ont duré quatre mois et se sont achevés le 12 décembre 2012. Cette opération qui a reçu l'appui technique du Bureau International du Travail (BIT) a été financée conjointement par le Gouvernement mauritanien, le PNUD et le BIT. L'objectif principal de cette enquête, la première du genre, était de disposer des données désagrégées sur la situation de référence du marché de l'emploi. L'atelier de présentation des résultats préliminaires sur le volet Emploi a eu lieu en juin 2013.

Niger
www.stat-niger.org / www.ins.ne

Partenariat Institut National de la Statistique (INS) et Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN)

L'Institut National de la Statistique (INS) a tenu une réunion de prise de contact avec la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN), le 18 avril 2013, dans le cadre du partenariat entre les deux institutions.

L'objectif de cette rencontre était d'examiner et d'échanger sur les mesures à prendre par rapport

aux différents points du partenariat. Les échanges ont essentiellement porté sur les points suivants :

- les axes du partenariat ;
- l'harmonisation des nomenclatures ;
- le remplissage des déclarations statistiques et fiscales (DSF) ;
- le répertoire des entreprises (mise à jour, classification des entreprises en moderne et non moderne) ;
- le suivi de la mise en œuvre du programme d'activités ;
- les enquêtes auprès des entreprises.

Le Directeur Général de l'INS a rappelé l'objectif du partenariat INS-CCIAN qui est d'amener les entreprises à collaborer davantage avec les deux institutions en vue de les aider à mieux développer leurs activités et notamment de disposer d'un fichier national des entreprises.

Présentation des résultats préliminaires du quatrième (4^{ième}) Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H) 2012

Le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique a animé un point de presse le 19 avril 2013 relatif à la présentation des résultats préliminaires du quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H) 2012.

Trois points ont été développés à travers ce point de presse :

- rappel des principales conclusions du bilan du dénombrement général et de la collecte des données sur le terrain ;
- rappel de la définition et de la méthodologie de la collecte des données du RGP/H ;
- principaux résultats préliminaires.

Il a précisé ainsi, qu'à la date du 17 décembre 2012, la population du Niger était de 17 129 076 habitants, dont 8 461 444 hommes (49,4 %) et 8 667 632 femmes (50,6 %) avec un taux d'accroissement annuel intercensitaire de 3,9 %.

Enquête Nationale sur la Situation Nutritionnelle des enfants de 0 à 59 mois au Niger

Le 26 mai 2013, ont débuté les opérations de collecte de données de l'enquête nationale sur la situation nutritionnelle des enfants de 0 à 59 mois dans les huit régions du Niger.

L'objectif global de cette enquête est d'évaluer la situation nutritionnelle des enfants, afin de contribuer à une meilleure prise en charge des problématiques nutritionnelles.

L'enquête a été conduite en suivant la méthodologie SMART (Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions) enquête rapide, standardisée et simplifiée avec la saisie des données sur le terrain, afin d'améliorer leur qualité.

L'échantillonnage a été réalisé en utilisant une méthodologie de sondage par tirage aréolaire, stratifiée (par région et par milieu urbain/rural) et à deux degrés. Grâce à cette méthodologie, l'enquête a pu produire des résultats représentatifs aux niveaux national, urbain, rural et pour chacune des huit régions.

Autres activités de l'INS durant ce trimestre :

- la publication et diffusion des Comptes Économiques de la Nation (rapide 2012, provisoire 2011, définitifs 2009-2010), du Bulletin des statistiques du commerce extérieur (définitifs 2008-2011, provisoires

2012), du Bulletin trimestriel de statistique (quatrième trimestre 2012), des indices des prix à la consommation.

- la publication des annuaires régionaux de statistique (2006-2010), de l'annuaire statistique national (2007-2011) et de Niger en Chiffres (2009-2011).

Sénégal

www.ansd.sn

L'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) a déménagé dans ses nouveaux locaux, un immeuble de dix étages qui lui est propre et dont la construction a été entièrement financée par l'État du Sénégal pour un coût d'environ 6 milliards FCFA. Ce qui dénote de l'engagement du Sénégal à rendre la Statistique publique plus performante. Le bâtiment abritera également l'École nationale de la Statistique et de l'Analyse Économique (ENSAE) rattachée à l'ANSD.

Au niveau institutionnel, l'ANSD a tenu la 41^e session de son Conseil de surveillance le 30 mai 2013 pour examiner l'état d'avancement du Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage (RGPHAE). La réunion était présidée par le nouveau Président du Conseil, M. Khalifa Gueye, Administrateur civil principal de classe exceptionnelle.

L'ANSD a réalisé l'enquête post-pilote en début juin 2013 dans le but de tester principalement les applications informatiques et le dispositif électronique de remontée des données collectées sur le terrain.

Au cours de la période sous revue, l'ANSD a démarré la phase de collecte des données de l'Enquête Nationale sur les Petites et Moyennes Entreprises (ENPME) et a entamé l'opération de saisie de l'enquête de mise à jour du Répertoire National des Entreprises et Associations (RNEA).

À l'ENSAE, les cours relatifs au Master commun ENSAE-Faculté des Sciences économiques et de Gestion, « Modélisation et Méthodes Quantitatives en Économie et Finance (MMQEF) » ont démarré. Ce Master commun est la concrétisation du protocole de partenariat signé par l'ENSAE avec l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD). Un autre protocole sur le même modèle a été signé avec l'Université Gaston Berger de Saint-Louis.

Les autres activités de l'ANSD durant ce trimestre ont trait à la production et la diffusion de 28 publications mensuelles, trimestrielles et annuelles portant sur les prix à la consommation, la production industrielle, les prix à la production industrielle, le commerce extérieur, les statistiques économiques, les repères statistiques, le PIB trimestriel.

Toutes ces productions sont librement accessibles sur le site web de l'ANSD : www.ansd.sn.

Togo

www.stat-togo.org

Installation du Conseil National de la Statistique (CNS) pour une meilleure coordination du système statistique national

Le 16 mai 2013, le Gouvernement togolais a procédé à l'installation du Conseil National de la Statistique (CNS) à Lomé. La cérémonie a eu lieu en présence des partenaires techniques et financiers et du Ministre auprès du Président de la République chargé de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire, M. Mawussi Djossou Semodji. AFRISTAT

y était représenté par son Directeur Général Adjoint, M. Paul-Henri Nguema Meye.

La mise en place du CNS vient résoudre le problème crucial de coordination, d'harmonisation et de supervision auquel le système statistique national s'est toujours confronté. La création du CNS permet également au Togo d'harmoniser son système statistique national avec ceux des autres pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Le CNS est présidé par le Ministre en charge de la statistique. Les 13 membres de ce Conseil sont nommés par arrêté du Ministre en charge de la Statistique pour un mandat de trois ans renouvelable une fois. La Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale (DGSCN) en assure le secrétariat technique.

À la fin de la cérémonie d'installation, le CNS a tenu sa première réunion sous la présidence de M. Mawussi Djossou Semodji. Cette réunion a porté essentiellement sur l'élection du vice-président du CNS et l'examen puis l'adoption du projet de règlement intérieur du CNS ainsi que le projet de décision y afférent.

C'est M. Lébéné Kougbenya, Directeur des Statistiques agricoles, de l'informatique et de la documentation (DSID) qui a été élu au poste de vice-président du CNS et le projet de règlement intérieur a été adopté sous réserve d'inclure les recommandations faites.

Séminaire de formation en planification stratégique et en gestion axée sur les résultats des cadres du système statistique national

La Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN) a organisé en collaboration avec l'Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT), du 17 au 19 avril 2013, à Lomé, un séminaire-atelier de formation en planification stratégique (PS) et en gestion axée sur les résultats (GAR) à l'attention des cadres du système statistique national impliqués dans l'actualisation du programme pluriannuel des activités statistiques (PPAS) 2011-2013.

Quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Togo (RGPH4). Après la publication des volumes des résultats définitifs, d'autres activités cruciales du Projet restent encore à réaliser.

Pour mobiliser les ressources financières nécessaires à la réalisation des études et analyses, M. BoukpeSSI Bassanté, Chef du Bureau Central de Recensement, a tenu le 30 avril 2013, une réunion avec les représentants de l'Union Européenne, de l'UNICEF, de l'UNFPA, du PNUD, de la Chine, de l'Allemagne et de la BCEAO.

Les études et analyses restant à faire sur ce recensement, concernent : (i) l'impression des volumes des résultats, de la rédaction des rapports d'analyse, de la diffusion des volumes des résultats, des projections démographiques (2011-2030), des études spécifiques et de l'échantillon maître et (ii) la réalisation de dix études spécifiques proposées dans le cadre du RGPH4 portant sur la migration, l'urbanisation et les impacts sur la croissance urbaine, sur la situation socio-économique des enfants, sur la situation socio-économique des femmes, sur la situation socio-économique des personnes âgées, sur la situation socio-économique des personnes handicapées, sur l'instruction, la fréquentation scolaire et l'alphabétisation, sur la mesure et la cartographie de la pauvreté, sur l'analyse cartographique par thème (Atlas) et sur les monographies régionales.

Réunions, ateliers et séminaires

Libourne, 8-12 juillet 2013

Séminaire sur les indicateurs conjoncturels d'activité

Cotonou, 15-19 juillet 2013

Atelier de formation sur ERETES (AFRITAC de l'Ouest)

Nairobi, 15-19 juillet 2013

Séminaire régional PCI de validation
des comptes nationaux

Ouagadougou, 23-26 juillet 2013

Réunion du Groupe de travail préparatoire
de la réunion du Comité Régional
de la Statistique de l'UEMOA.

Ouagadougou, 29-31 juillet 2013

Réunion du Comité Régional
de la Statistique de l'UEMOA.

Douala, 29 juillet-3 août 2013

Séminaire CEMAC de formation
en comptabilité nationale

Douala, 5-9 août 2013

Séminaire atelier de formation sur les comptes nationaux
à l'aide de l'outil ERETES (AFRITAC Centre)

Hong Kong, 25-30 août 2013

59th ISI World Statistics Congress

Bamako, 24 septembre 2013

18^e Réunion du Conseil Scientifique d'AFRISTAT

Bamako, 25-26 septembre 2013

28^e Réunion du Comité de direction d'AFRISTAT

Bamako, 27-28 septembre 2013

35^e Session du Conseil d'Administration de l'IFORD

Paris, 2 octobre 2013

23^e Session du Conseil des Ministres d'AFRISTAT

Douala, 14-18 octobre 2013

Séminaire annuel de comptabilité nationale

La Lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande,
et est disponible sur : <http://www.afristat.org>

Pour obtenir la version électronique, vous pouvez également vous inscrire
sur la liste de distribution de

La lettre d'AFRISTAT en envoyant un courriel à
afristat@afristat.org avec comme objet : Abonnement

Directeur de publication : Cosme VODOUNOU

Rédacteur en chef : Paul-Henri NGUEMA MEYE

Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Serge Jean EDI,
Siriki Zanga COULIBALY, Bruno NOUATIN, Oumarou EL HADJI
MALAM SOULE, Fatima BOUKENEM.

Maquette et impression :
IMPRIM COLOR Bamako
ISSN 1561-3739